



La guerre n'a pas un visage de femme¹

Depuis l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine, le 24 février dernier, le monde, en état de sidération, a semblé découvrir la violence sans limite du chef de l'État russe, et la dérive totalitaire d'un régime dirigé par des hommes en guerre depuis 22 ans à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières de leur pays.

Rappelons-nous : l'agression de la Tchétchénie (seconde guerre, 1999-2000) dont la capitale, Grozny, a été rasée, l'agression contre la Géorgie en 2008 pour lui arracher l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, l'annexion de la Crimée en 2014 prise à l'Ukraine au lendemain de la révolution de Maïdan qui a conduit à la destitution du président pro-russe de l'époque et à la guerre dans le Donbass qui s'en est suivi. Le soutien ostentatoire du gouvernement russe au régime du dictateur biélorusse, Loukachenko, lors des élections d'août 2020 pour réprimer férocelement le mouvement populaire et pacifique exigeant des élections libres et dirigé par la leader d'opposition Svetlana Tikhanovskaïa, réfugiée depuis en Lituanie. Qu'en serait-il aujourd'hui de la guerre à l'Ukraine si cette femme aspirant à la démocratie avait pu se faire élire ? Nul doute que la Biélorussie n'aurait pas servi de base arrière à l'armée russe. Sans compter le soutien de Vladimir Poutine au dictateur syrien Bachar El Assad contre la population civile de son pays et ses forces démocratiques, la destruction de la ville d'Alep, les exactions des mercenaires du groupe néo-nazi Wagner (propriété de l'oligarche russe Evgueni Prigojine, proche du Kremlin) qui s'étendent aujourd'hui à une partie de l'Afrique, Centrafrique et Mali...

Dans le même temps, une répression inouïe s'est exercée à l'encontre des opposants politiques et des journalistes tentant de rendre compte de la réalité de ce régime (à commencer, en 2006, par la journaliste, Anna Politkovskaïa, qui avait courageusement dénoncé sans relâche les exactions de Vladimir Poutine en Tchétchénie) : assassinats, empoisonnements, arrestations et déportation dans des geôles rappelant le sinistre goulag, interdiction de manifester, terreur exercée sur la population, désinformation, propagande passant par des mises en scène virilistes à la gloire d'un chef qui a fait voter le 25 janvier 2017 (à une écrasante majorité, seuls deux députés s'étant abstenus), une loi dépénalisant les violences au sein de la famille entraînant une chute de plus de 50% des dépôts de plaintes de femmes. Il n'y a pas de hasard...

Vladimir Poutine a annoncé la couleur depuis longtemps. Le délire masculiniste, misogynne et mortifère du chef de l'État de la deuxième plus grande armée du monde (850 000 soldats et 250 000 réservistes) et de la première puissance nucléaire devant les États-Unis (avec 6255 bombes nucléaires) a peu inquiété les gouvernements des démocraties mondialisées en dépit de quelques tentatives diplomatiques.

Et pourtant, Vladimir Poutine persiste et signe... Au cours d'une conférence de presse au Kremlin, le 7 février dernier, en présence d'Emmanuel Macron, n'a-t-il pas déclaré, à propos du président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, qui s'était montré critique à l'égard de certains points des accords de Minsk, négociés en 2015 entre Kiev et Moscou : « Que ça te plaise ou non, ma jolie, faudra supporter », lançant ainsi un appel explicite au viol de ce pays indépendant et souverain, comme si l'Ukraine dans

¹ Titre d'un livre de Svetlana Alexievitch, écrivaine biélorusse d'origine ukrainienne par sa mère, prix Nobel de littérature en 2015. Traduit du russe par Paul Lequesne et Galia Ackerman, J'ai lu, n° 7552, 2016.

sa volonté démocratique et pro européenne, incarnait une femme dont on pouvait abuser sexuellement à l'envi pour la punir de vouloir voler de ses propres ailes.

Et de fait, la Russie fait la guerre à l'Ukraine. Violer, tuer, déporter, prendre possession, annexer, après avoir tout détruit sur son passage. Voilà le programme impérialiste de Vladimir Poutine et de son gouvernement, programme dit « Z », ce « Z » qui s'affiche sur les chars russes comme, en format géant, sur certains bâtiments officiels de Moscou et même des magasins.

Mais l'Ukraine et ses 47 millions d'habitants, ce pays berceau du mouvement Femen né en 2008, résistent et cela n'était pas prévu dans ce fameux programme. L'Union européenne s'est soudainement réveillée de sa léthargie, la communauté internationale se mobilise, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé l'ouverture d'une enquête, évoquant des « crimes de guerre » et des « crimes contre l'humanité », à la demande d'une quarantaine d'États tandis que Carla Del Ponte, ancienne procureure internationale, a demandé qu'un mandat d'arrêt soit émis par la CPI à l'encontre de Vladimir Poutine.

En attendant cependant, ces crimes se perpétuent sous nos yeux effarés : massacres de populations civiles jusqu'aux femmes enceintes et aux bébés, exécutions sommaires, tortures, pillages, viols massifs des femmes et des petites filles, près de 4 millions d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes contraint·e·s de quitter leur pays entraînant le plus grand exode de population civile en Europe depuis la Seconde guerre mondiale avec tous les risques liés au trafic des êtres humains déjà observé aux frontières de l'Europe depuis le début de la guerre, 6,5 millions de déplacé·e·s à l'intérieur de celles de l'Ukraine à cette heure. Et toutes celles (surtout) et ceux, sous les bombes, qui ne peuvent quitter les villes attaquées, obligé·e·s de se terrer dans des caves ou dans le métro, affamé·e·s, privé·e·s d'eau et d'électricité... La déportation forcée vers la Russie de populations restées dans les villes occupées par les Russes comme à Kherson. Le martyr de Marioupol, l'inhumanité et le cynisme du gouvernement russe qui refuse le moindre couloir humanitaire, la découverte de charniers dans les villes reconquises par l'armée ukrainienne, de corps aux mains attachés dans le dos et/ou abattus de sang-froid, nus parfois s'agissant de femmes et d'enfants...

Face à la guerre impérialiste et à la haine misogyne, le courage des femmes

Face à ce désastre, les femmes qui sont toujours les premières victimes de la guerre (désarmées le plus souvent, protégeant les plus fragiles, elles sont plus exposées, battues, violées, prostituées ou engrossées de force, n'oublions pas les viols massifs commis au Rwanda, en ex-Yougoslavie, ceux perpétrés en RDC...) sont aussi celles qui se mobilisent massivement contre elle, hier comme aujourd'hui, en Ukraine, en Pologne et ailleurs mais aussi, courageusement en Russie depuis le premier jour de la guerre. Tandis que les Ukrainiennes sont au front pour certaines et essayent de survivre ou de sauver leur famille, les Polonaises sont aux avant-postes de l'accueil des réfugié·e·s, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées, afin d'empêcher les trafiquants d'êtres humains d'opérer aux frontières de leur pays. Quant aux Russes, il faut souligner le courage du mouvement « Résistance féministe anti-guerre » qui a initié nombre d'actions. Les féministes russes ont commencé par des manifestations anti-guerre, le 6 mars, mais face aux arrestations massives (plus de 10 000 personnes en 48h), sont passées à d'autres modes d'action.

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, ce mouvement a invité les femmes à sortir dans la rue pour déposer des fleurs aux couleurs de l'Ukraine sur les monuments officiels russes à la gloire de la Victoire contre Hitler, en mémoire des morts ukrainiens et contre la guerre. Cette action pacifique et symbolique a été très suivie dans les grandes villes du pays.

À partir de la mi-mars, les féministes russes ont relancé le mouvement anti-guerre des « femmes en noir », initié en 1988 par des Israéliennes protestant tous les vendredis contre l'occupation israélienne

des territoires palestiniens, repris dans les années 90 par des femmes russes contre la guerre en Tchétchénie. Ainsi, tous les vendredis, dans une cinquantaine de villes et de plus en plus, des femmes en noir avec une fleur blanche à la main, se prennent en photo dans des lieux publics et postent ces selfies sur la messagerie cryptée Télégram qui fonctionne encore. Toutes les générations sont concernées, des plus jeunes aux plus âgées.

Elles ont enfin lancé, début avril, l'action « #5000Mariupol », après la première annonce du chiffre de 5000 civils morts dans cette ville martyre (chiffre en réalité largement sous-estimé) et qui consiste à fabriquer des croix artisanales et à les planter dans les cours des maisons et les jardins publics, avec une plaque à la mémoire des personnes tuées à Marioupol, cela au nez et à la barbe de la police locale. Objectif : 5000 croix pour les 5000 morts. Cette action se poursuit. Impossible de citer ici tous les gestes de protestation contre la guerre, du taguage des billets de banque au changement des étiquettes de prix dans les magasins pour les remplacer par des autocollants anti-guerre en passant par des performances publiques. Les femmes, dans ce mouvement de protestation qui prend de l'ampleur en Russie, sont, là encore, les plus courageuses. Certaines élues, députées ou conseillères municipales, ont publiquement pris position contre la guerre ou sont venues travailler avec une couronne ukrainienne de fleurs sur la tête, sachant qu'elles seraient arrêtées mais jouant sur leur notoriété.

Des résistantes biélorusses, de leur côté, ont organisé, via la fondation Bysol (créée en août 2020 pour venir en aide aux victimes de la répression en Biélorussie), une campagne de collecte de contraceptifs d'urgence et de kits anti-viol (pour collecter et conserver les preuves physiques de ces viols afin d'aider à documenter ces crimes) à destination des Ukrainiennes et leur proposent également un soutien psychologique pour ne pas les laisser seules face à leur détresse.

À l'heure où cet article est bouclé, un génocide est en cours au cœur de l'Europe, les criminels devront être jugés et condamnés aussi vite que possible mais en attendant, le minimum que nous puissions faire est d'aider la population ukrainienne où qu'elle se trouve. Chacune, chacun, peut faire un ou plusieurs gestes, beaucoup d'ONG sont mobilisées. Il est facile de les trouver et d'agir. Alors, faisons-le.

Christine Villeneuve
Elles Aussi/ Alliance des femmes pour la démocratie.
8 avril 2022